

Séminaire de Master, Doctorat et Recherches

Mais où sont donc passés le pain, les droits et la justice sociale ?

Situations environnementales, économiques, sociales et politiques au Maghreb et au Moyen Orient depuis 2010

Séance du 1^{er} Février 2017

Habib Ayeb* : « Politiques agricoles et dépendances alimentaires : Tunisie, Egypte et Maroc »

Résumé :

En Tunisie, en Egypte et au Maroc les politiques agricoles ont globalement connu des orientations relativement similaires depuis les années cinquante jusqu'à nos jours. Elaborées et conduites sous les deux objectifs principaux de la modernisation technique et de la sécurité alimentaire, ces politiques se sont progressivement éloignées des questions sociales locales (campagne, petites paysanneries, autoconsommation, etc.) pour se concentrer sur les taux de croissance nationale du secteur agricole et sur l'équilibre de la balance commerciale agricole. Dirigistes et volontaristes à partir des années cinquante et soixante, ces politiques se sont progressivement libéralisées avec une plus forte implication des investisseurs privés vivement encouragés et soutenus par les pouvoirs politiques. Pour aller vite, on pourrait dire qu'à des politiques « socialisantes », avec notamment la réforme agraire de Nasser en Egypte et le collectivisme en Tunisie, ont suivi, à partir des années 1980 – 1990, des politiques de libéralisation économique et d'ajustements structurels.

Les deux phases s'inscrivent parfaitement sous le double signe conceptuel de l'idéologie de l'irrigation et de la modernité technique. Les leaders des années 1950 et 1960, Nasser en Egypte, Bourguiba en Tunisie et Hassan II au Maroc, (leurs successeurs ont poursuivi dans la même direction mais sans vision globale) étaient porteurs d'un projet de modernisation technique et de développement bâti sur la nécessité de mobiliser l'ensemble des ressources hydrauliques au service du développement. Cela a donné le Haut Barrage d'Assouan en Egypte et des dizaines de barrages, moins connus que le premier, au Maroc et en Tunisie. Les grandes infrastructures hydrauliques (barrages, canaux, sondages profonds...) devaient être les moteurs modernes du développement du secteur agricole qui devait, à son tour, soutenir le

développement économique global par le transfert de capitaux vers les autres secteurs de l'économie, dont l'industrie, les services...

Cette évolution des politiques agricoles s'est faite au détriment des petites paysanneries qui ont subi des processus de dépossession et de marginalisation induits par la libéralisation du secteur, voulue par l'Etat et par les grandes institutions financières et le secteur privé arguant de la nécessité de développer une agriculture moderne, hautement mécanisée et orientée vers l'export. Toutefois, malgré un indéniable « développement » technique, ces trois pays ont subi en 2008 une crise alimentaire extrêmement pénalisante qui a reposé, avec insistance, la récurrente question de la sécurité alimentaire, qui n'est pas sans liens avec les révolutions de 2011 dans certains pays arabes.

Ma communication vise à revisiter brièvement l'évolution des politiques agricoles dans les trois pays Egypte, Tunisie, Maroc (ETM) sous l'angle de la dépendance alimentaire de plus en plus alarmante que la crise alimentaire de 2008 a permis de mettre en évidence.

* Habib Ayeb est géographe, maître de conférence, HDR, à l'Université Paris 8-Vincennes à Saint-Denis.